

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICIAL GAZETTE

OF THE

REPUBLIC OF CAMEROON

PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS A YAOUNDE
PUBLISHED AT YAOUNDE ON THE 1st AND 15th OF EACH MONTH

ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1997

CAMEROON

(Voie recommandée exclusivement)

1 an.....	30.000 FCFA
Le numéro ordinaire.....	500 FCFA
Le numéro du Supplément Do- maines.....	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

Afrique Centrale.....	48.000 FCFA
Autres pays d'Afrique.....	105.000 FCFA
France.....	105.000 FCFA
Autres pays d'Europe.....	105.000 FCFA
Amérique, Canada, etc.....	145.000 FCFA

SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1997

CAMEROON

(By registered post exclusively)

1 Year.....	30,000 CFAF
Per Ordinary Issue.....	500 CFAF
Per Lands Supplement.....	5,000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa.....	48,000 CFAF
Other African Countries.....	105,000 CFAF
France.....	105,000 CFAF
Other European Countries.....	105,000 CFAF
America, Canada etc.....	145,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaoundé

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.H.C. portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaounde

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaounde.

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces)..... 500 FCFA

Avis de changement de nom..... 15 000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne..... 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces)..... 500 CFAF

Change of Name..... 15 000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line..... 500 CFAF

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

	PAGE
Décret n° 98-15 du 18 février 1998 portant nomination d'un ambassadeur.....	151
Décret n° 98-16 du 24 février 1998 accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire.....	151
Décret n° 98-17 du 24 février 1998 portant attribution d'un capital-deces et d'une pension de reversion.....	151
Décret n° 98-18 du 25 février 1998 portant création de charges d'huissiers de justice.....	153
Décret n° 98-19 du 26 février 1998 portant radiation des cadres d'un officier de la marine nationale.....	154
Décret n° 98-20 du 26 février 1998 portant nomination d'officiers dans l'armée de l'air.....	154
Décret n° 98-21 du 26 février 1998 portant nomination d'officiers dans la marine nationale.....	155

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

	PAGE
Decree No. 98-15 of 18 February to appoint an ambassador.....	151
Extension of service period.....	151
Grant of death benefits and reversionary pension.....	151
Decree No. 98-18 of 25 February 1998 to set up bailiff's offices.....	153
Officer struck off the rolls.....	154
Appointment of officers in the Air Force.....	154
Appointment of officers in the Navy.....	155

Décret n° 98-22 du 26 février 1998 portant nomination d'officiers dans la marine nationale.....	155
Décret n° 98-23 du 2 mars 1998 autorisant un officier supérieur des forces armées à servir au-delà de la limite d'âge de son grade...	156
Décret n° 98-24 du 2 mars 1998 portant concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de la gendarmerie nationale.....	156
Décret n° 98-25 du 2 mars 1998 portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de l'armée de terre.....	157
Décret n° 98-26 du 2 mars 1998 portant concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de l'armée de terre.....	159
Décret n° 98-27 du 2 mars 1998 portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de l'armée de terre.....	161
Décret n° 98-28 du 3 mars 1998 portant naturalisation.....	163
Arrêté n° 110-CAB-PR du 20 février 1998 déclarant le samedi 21 février 1998 journée de deuil national.....	163
Arrêtés portant nomination de chefs de secrétariat particulier.....	163

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Arrêté n° 9 du 16 février 1998 portant admission au stage d'huissiers de justice.....	164
Arrêté n° 10 du 16 février 1998 portant changement de parrain de stage d'huissiers de justice.....	165
Arrêté portant nomination du président du comité de coordination et d'orientation pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie urbaine du gouvernement.....	166

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté constatant les valeurs FOB des essences pour le deuxième semestre de l'exercice 1997-98.....	166
---	-----

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'état civil de Ngaoundéré.....	171
Arrêté portant nomination de responsables au ministère de l'Administration territoriale.....	171
Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'état civil de Benyoungou.....	172
Arrêté portant destitution de M. Baba Mohamadou, chef de 3e degré.....	172
Arrêté portant homologation de la désignation d'un chef de 2e degré.....	173

MINISTERE DE LA JUSTICE MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Arrêté conjoint portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de soixante sept (67) greffiers-adjoints.....	173
Arrêté portant ouverture d'un concours spécial pour le recrutement de cinquante (50) élèves greffiers à l'ENAM.....	175

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Décision portant nomination de chefs de bureau.....	177
---	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêtés portant nomination de chefs de secrétariat particulier.....	178
Arrêté n° 3-CAB-MINTP du 27 février 1998 portant nomination de responsables au ministère des Travaux publics.....	179

Appointment of officers in the Navy.....	155
Authorization to serve beyond the retirement age-limit.....	156
Retirement and Pension.....	156
Retirement and Pension.....	157
Retirement and Pension.....	159
Grant of a retirement pension to an army officer.....	161
Grant of Cameroonian nationality.....	163
Order No. 110-CAB-PR of 20 February 1998 to declare Saturday 21 February 1998 a national day of mourning.....	163
Appointment of Heads of Private Secretariat.....	163

PRIME MINISTER'S OFFICE

Admission of Bailiffs-in-Training.....	164
Change of Training Chambers.....	165
Appointment of the Chairman of a Co-ordination and Orientation Committee.....	166

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE

Order to record the FOB value of wood species for the second half of the 1997-98 financial year.....	166
--	-----

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION

Appointment of a special civil status registrar.....	171
Appointments in the Ministry of Territorial Administration.....	171
Appointment of a special civil status registrar.....	172
Dismissal of a third-class chief.....	172
Confirmation of the appointment of a second-class chief.....	173

MINISTRY OF JUSTICE / MINISTRY OF PUBLIC SERVICE AND ADMINISTRATIVE REFORM

Order to conduct a direct competitive examination for the recruitment of 67 (sixty-seven) assistant court registrars.....	173
Order to conduct a special competitive examination for the recruitment of 50 (fifty) student court registrars into cycle "B" of ENAM.....	175

MINISTRY OF PUBLIC SERVICE AND ADMINISTRATIVE REFORM

Appointment of Bureau Heads.....	177
----------------------------------	-----

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

Appointment of Heads of Private Secretariat.....	178
Appointments in the Ministry of Public Works.....	179

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Décret portant nomination d'un ambassadeur

Par décret n° 98-15 en date du 18 février 1998 :

Article premier.- M. Etoundi Essomba est, pour compter de la date de signature du présent décret, nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Cameroun en Israël.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 18 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret accordant une prolongation d'activité à un fonctionnaire

Par décret n° 98-16 en date du 24 février 1998 :

Article premier.- (1) Il est, accordé à M. Akamba Robert, administrateur civil principal, une troisième prolongation d'activité d'un an, pour la période allant du 18 février 1997 au 17 février 1998 (régularisation).

(2) M. Akamba Robert bénéficie en outre d'une quatrième prolongation d'activité d'un (1) an, pour la période allant du 18 février 1998 au 17 février 1999.

Art. 2.- Le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 24 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant attribution d'un capital-décès et d'une pension de réversion aux ayants droit de feu Ebongue Nyambe Nestor, magistrat hors hiérarchie du 1er groupe 2e échelon (indice 1400).

Par décret n° 98-17 en date du 24 février 1998 :

Article premier.- (1) Est constatée, pour cause de décès survenu en cours d'activité le 6 juin 1997 à

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Appointment of an ambassador

By Decree No. 98-15 of 18 February 1998 :

1. Mr. Etoundi Essomba is, with effect from the date of signature of this decree, appointed Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Cameroon to Israel.

2. Mr. Etoundi Essomba shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 18 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Extension of service period

By Decree No. 98-16 of 24 February 1998 :

1. (1) Mr. Akamba Robert, Senior Administrative Officer, is granted a third extension of period of service for a duration of 1 (one) year, with effect from 18 February 1997 to 17 February 1998 (Regularization).

(2) Mr. Akamba Robert is, in addition, granted a fourth extension of period of service for a duration of 1 (one) year with effect from 18 February 1998 to 17 February 1999.

3. The Minister of Public Service and Administrative Reform and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 24 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Grant of death benefits and reversionary pension

By Decree No. 98-17 of 24 February 1998 :

1. (1) The cessation of duty by Mr. Ebongue Nyambe Nestor (Sce. No. 11 735-S), Judicial and Legal Officer

Yaounde, la cessation de fonction de M. Ebongue Nyambe Nestor (Mie 11 735-S), magistrat hors hiérarchie du 1er groupe 2e échelon (indice 1400).

(2) L'intéressé qui a été intégré dans le corps de la magistrature le 29 novembre 1965, a accompli 31 ans 6 mois et 7 jours de service effectif, soit 31,5 annuités liquidables.

Art. 2.- La succession du défunt pourra prétendre au paiement de la solde et des accessoires de solde du mois de décès, du capital-décès et de la pension de réversion.

Art. 3.- (1) Le capital-décès visé à l'article 2 ci-dessus, imputé au budget de l'Etat (exercice 1997-98) chapitre 55 - article 150 - paragraphe 000, est égal à six millions deux cent soixante douze mille trois cent seize (6 272 316) francs, et est décomposé ainsi qu'il suit :

- une année de solde du de cujus, indice 1400, soit : $503\,943\text{ F} \times 12 = 6\,047\,316$ francs.

- une majoration pour 3 enfants majeurs poursuivant leurs études, soit :

$75\,000\text{ F} \times 3 = 225\,000$ francs.

(2) Le capital-décès visé à l'alinéa 1er ci-dessus est réparti de la manière suivante :

a/ Mme veuve Ebongue Nyambe, née Assou Ngobo Laurence 1/3, soit :

$\frac{6\,047\,316\text{ F} \times 1}{3} = 2\,015\,772$ francs

(deux millions quinze mille sept cent soixante douze) francs payable à la bénéficiaire.

b) Les orphelins ci-après désignés 2/3, soit :

$\frac{6\,047\,316\text{ F} \times 2}{3} + 75\,000 = 1\,418\,848$ francs

(un million quatre cent dix huit mille huit cent quarante huit) francs payable à chacun d'eux :

- Ebongue Jocelyne Blaise, né le 21 février 1967 (Université de Cocody-Abidjan) ;

- Ebongue Achille Simon, né le 22 mars 1968 (Institut national supérieur de l'enseignement technique-Abidjan) ;

- Ebongue Nestor Oliver, né le 12 janvier 1973 (Ecole supérieure des affaires de management et d'assurances, Esam-Abidjan).

Art. 4.- (1) La pension de réversion visée à l'article 2 du présent décret, imputée au budget de l'Etat (exercice 1997-98) chapitre 55 - article 110 - paragraphe 000, est calculée au taux de 63 % sur la solde de base indiciaire brute afférente à l'indice 1400.

(2) Elle est, à concurrence de 50 %, allouée à Mme veuve Ebongue Nyambe, née Assou Ngobo Laurence, pendant qu'elle est vivante et non remariée, soit une pension de réversion mensuelle de :

$\frac{503\,943\text{ F} \times 63 \times 50}{100 \times 100} = 158\,742$ francs

(cent cinquante huit mille sept cent quarante deux)

superscale, group 1 incremental position 2 (index 1400) as a result of death in active service which occurred on 6 June 1997 in Yaounde, is hereby established.

(2) Mr. Ebongue Nyambe Nestor, who was absorbed into the Judicial and Legal Corps on 29 November 1995 has completed 31 years 6 months and 7 days of effective service, that is, 31.5 payable annuities.

2. The rightful claimants of the deceased shall be entitled to payment of the salary and salary incidentals of the month of death, death benefits and the reversionary pension.

3. (1) The death benefits referred to in Article 2 above, to be charged to the State Budget (1997-98 financial year) Head 55 - Subhead 150 - Item 000, shall be equal to 6,272,316 (six million two hundred and seventy-two thousand three hundred and sixteen) francs, broken down as follows:

- one year's salary of the deceased on index 1400 that is: $503,943\text{ F} \times 12 = 6,047,316$ francs;

- an addition for three adult children who are still attending school, that is: $75,000 \times 3 = 225,000$ francs.

(2) The death benefits referred to in paragraph 1 above shall be shared as follows:

(a) Mrs. Ebongue Nyambe, née Assou Ngobo Laurence (widow), 1/3, that is:

$\frac{6,047,316 \times 1}{3} = 2,015,772$ francs

(two million fifteen thousand seven hundred and seventy-two) francs payable to the beneficiary.

(b) The following orphans, 2/3, that is:

$\frac{6,047,316 \times 2}{3} + 75,000 = 1,418,848$ francs

(one million four hundred and eighteen thousand eight hundred and forty-eight) francs payable to each of them. They are:

- Ebongue Jocelyne Blaise, born on 21 February 1967 (University of Cocody -Abidjan);

- Ebongue Achille Simon, born on 22 March 1968 (Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique - Abidjan);

-Ebongue Nestor Oliver, born on 12 January 1973 (Ecole Supérieure des Affaires de Management et d'Assurances, Esam - Abidjan).

4. (1) The reversionary pension referred to in Article 2 of this decree, to be charged to the State budget (1997 - 98 financial year) Head 55 - Subhead 110 - Item 000, shall be calculated on the basis of 63% of the gross salary corresponding to index 1400.

(2) 50% of this sum shall be granted to Mrs. Ebongue Nyambe, née Assou Ngobo Laurence, as long as she is alive and does not remarry, that is, a monthly reversionary pension of :

$\frac{503,943\text{ F} \times 63 \times 50}{100 \times 100} = 158,742$ francs

(one hundred and fifty-eight thousand seven hundred

francs.

(3) Les enfants devenus majeurs a la date de décès, n'ont pas droit au bénéfice de la pension de réversion.

Art. 5.- La pension de réversion susvisée sera mandatée à Mme veuve Ebongue Nyambe, née Assou Ngobo Laurence par les soins du ministère de l'Economie et des Finances (direction de la solde) à Yaoundé.

Art. 6.- (1) Les sommes dues au titre du capital-décès ne sont pas imposables et ne peuvent être saisies en paiement des dettes du défunt.

(2) Toutefois, les sommes dont feu Ebongue Nyambe Nestor serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et les établissements publics seront précomptées sur les arrérages de la pension de réversion, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 7.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaounde, le 24 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret n° 98-18 du 25 février 1998 portant création de charges d'huissiers de justice

Le Président de la République,

- Vu la Constitution ;
- Vu l'ordonnance n° 72-4 du 26 août 1972 portant organisation judiciaire et ses divers modificatifs ;
- Vu le décret n° 79-448 du 5 novembre 1979 modifié par celui n° 85-238 du 22 février 1985 portant réglementation des fonctions et fixant le statut des huissiers ;
- Vu le décret n° 82-296 du 9 juillet 1982 portant classification des tribunaux de première instance ;

Décrète :

Article premier.- Il est institué auprès de chaque tribunal de première instance, des charges d'huissiers de justice.

Art. 2.- Le nombre de charges par juridiction est fixé ainsi qu'il suit :

- 25 charges dans chaque ressort des tribunaux de première instance de Yaoundé et Douala ;
- 12 charges dans chaque ressort des tribunaux de première instance suivants : Abong-Mbang, Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Bouéa, Ebolowa, Edéa, Garoua, Kumba, Maroua, Monatélé et Nkongsamba ;

and forty-two) francs.

(3) The children who had reached adulthood on the date of death shall not be entitled to the reversionary pension.

5. The above-mentioned reversionary pension shall be paid to Mrs. Ebongue Nyambe, née Assou Ngobo Laurence through the Ministry of the Economy and Finance (Department of Salaries) in Yaounde.

6. (1) The sums due as death benefits shall not be taxable and may not be seized as payment for the deceased's debts.

(2) However, all the sums that the late Ebongue Nyambe Nestor may be owing the State, councils and public establishments shall be deducted from the arrears of the reversionary pension until the debt is paid in full.

7. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 24 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-18 of 25 February 1998 to set up bailiff's offices

The President of the Republic,

- Mindful of the Constitution;
- Mindful of Ordinance No. 72-4 of 26 August 1972: Judicial Organization and subsequent amendments thereto;
- Mindful of Decree No. 79-448 of 5 November 1979 as amended by Decree No. 85-238 of 22 February 1985 to regulate the duties and lay down the rules and regulations of the Office of bailiff;
- Mindful of Decree No. 82-296 of 9 July 1982 to classify Courts of First Instance,

Hereby decrees as follows :

1. Bailiff's offices are hereby set up in each Court of First Instance.
2. The number of offices in each jurisdiction Court shall be fixed as follows :
 - 25 offices in each jurisdiction of the Courts of First Instance of Yaounde and Douala;
 - 12 offices in each jurisdiction of the following Courts of First Instance: Abong-Mbang, Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Buea, Ebolowa, Edéa, Garoua, Kumba, Maroua, Monatélé and Nkongsamba;

- 7 charges dans chaque ressort des tribunaux de première instance suivants : Bafia, Bafang, Dschang, Foumban, Kumbo, Kribi, Limbe, Mbalmayo, Ngaoundéré et Sangmelima ;

- 5 charges dans chaque ressort des tribunaux de première instance suivants : Akonolinga, Bangangté, Banyo, Batouri, Batibo, Djoum, Eséka, Foubot, Guider, Kaélé, Kousseri, Mamfé, Mbanga, Mbengwi, Mbouda, Meiganga, Mfou, Mokolo, Mora, Mundemba, Muyuka, Nanga-Eboko, Ndop, Nkambé, Tibati, Tiko, Tombel, Wum, Yabassi, Yagoua et Yokadouma ;

- 1 charge dans chaque ressort des tribunaux de première instance créés mais non encore ouverts, à l'exception de ceux du ressort des tribunaux hors classe.

Art. 3.- L'huissier de justice en position de service et déjà titulaire d'une charge la conserve.

Art. 4.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles des décrets n°s 74-580 du 11 juin 1974, 79-449 du 5 novembre 1979, et 88-883 du 27 juin 1988 portant création de charges d'huissiers de justice, sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 25 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant radiation des cadres d'un officier de la marine nationale

Par décret n° 98-19 en date du 26 février 1998 :

Article premier.- Le capitaine de frégate Ndjeng-Bitjong Michel est, pour compter du 1er novembre 1997, radié des cadres de la marine nationale pour cause de décès.

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 26 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant nomination d'officiers dans l'armée de l'air

Par décret n° 98-20 en date du 26 février 1998 :

Article premier.- Les aspirants dont les noms suivent sont nommés, au titre de l'armée de l'air, au grade de sous-lieutenant, ainsi qu'il suit :

- 7 offices in each jurisdiction of the following Courts of First Instance: Bafia, Bafang, Dschang, Foumban, Kumbo, Kribi, Limbé, Mbalmayo, Ngaoundéré and Sangmelima;

- 5 offices in each jurisdiction of the following Courts of First Instance: Akonolinga, Bangangté, Banyo, Batouri, Batibo, Djoum, Eséka, Foubot, Guider, Kaélé, Kousseri, Mamfé, Mbanga, Mbengwi, Mbouda, Meiganga, Mfou, Mokolo, Mora, Mundemba, Muyuka, Nanga-Eboko, Ndop, Nkambe, Tibati, Tiko, Tombel, Wum, Yabassi, Yagoua and Yokadouma;

- 1 office in each jurisdiction of Courts of First Instance created but not yet opened, with the exception of special class Courts of First Instance.

3. Bailiffs in service and who already hold an office shall maintain the said office.

4. This decree which repeals all previous provisions repugnant thereto, in particular the provisions of Decrees Nos. 74-580 of 11 June 1974, 79-449 of 5 November 1979 and 88-883 of 27 June 1988 to set up bailiff's offices, shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 25 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Officer struck off the rolls

By Decree No. 98-19 of 26 February 1998 :

1. Commander Ndjeng-Bitjong Michel is, with effect from 1 November 1997, struck off the rolls of the Navy as a result of death.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence shall be responsible for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 26 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of officers in the Air Force

By Decree No. 98-20 of 26 February 1998 :

1. The undermentioned Aspirants are appointed to the rank of Pilot Officer in the Air Force as follows :

Pour compter du 1er juillet 1997

Melou Hervé Fidelis

Ndjomo Joseph

Pour compter du 1er octobre 1997

Tjeck Moïse Didier Valery

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 26 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant nomination d'officiers dans la marine nationale

Par décret n° 98-21 en date du 26 février 1998 :

Article premier.- Sont, pour compter du 1er juin 1997, nommés au titre de la marine nationale au grade d'enseigne de vaisseau de 2e classe, avec effet rétroactif d'un an sans rappel de solde, les aspirants :

Ajeagah Felix Njei

Emmanuel Ngonde Sone Ajang

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 26 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant nomination d'officiers dans la marine nationale

Par décret n° 98-22 en date du 26 février 1998 :

Article premier.- Sont, pour compter du 1er août 1997, nommés au titre de la marine nationale au grade d'enseigne de vaisseau de 2e classe, avec effet rétroactif d'un an sans rappel de solde, les aspirants :

Bekono Patrice Magloire

Mfegue Jean Michel

Tegua Djoko Lingyl.

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce

With effect from 1 July 1997

Melou Hervé Fidelis

Ndjomo Joseph

With effect from 1 October 1997

Tjeck Moïse Didier Valery

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance shall be responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 26 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of officers in the Navy

By Decree No. 98-21 of 26 February 1998 :

1. The undermentioned Aspirants are, with effect from 1 June 1997, appointed to the rank of Midshipman in the Navy with a one-year retroactive effect without salary arrears :

- Ajeagah Felix Njei

- Emmanuel Ngonde Sone Ajang.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 26 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of officers in the Navy

By Decree No. 98-22 of 26 February 1998 :

1. The undermentioned Aspirants are, with effect from 1 August 1997, appointed to the rank of Midshipman in the Navy with a one-year retroactive effect without salary arrears :

Bekono Patrice Magloire

Mfegue Jean Michel

Tegua Djoko Lingyl.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in

qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 26 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret autorisant un officier supérieur des forces armées à servir au-delà de la limite d'âge de son grade.

Par décret n° 98-23 en date du 2 mars 1998 :

Article premier.- Le colonel Benaé Mpeke Blaise de l'armée de terre, est autorisé à servir au-delà de la limite d'âge de son grade, au titre d'une troisième période de deux (2) ans valable du 2 avril 1998 au 1er avril 2000.

Art. 2.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 2 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de la gendarmerie nationale

Par décret n° 98-24 en date du 2 mars 1998 :

Article premier.- Le colonel Botouli Paul, né le 1er août 1936 à Mougue Lolodorf est admis à faire valoir ses droits à la retraite, pour limite d'âge de son grade, pour compter du 1er août 1997. Entré en service le 19 octobre 1960, il a servi sans interruption jusqu'au 31 juillet 1997 à la gendarmerie nationale.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 36 ans 9 mois et 12 jours de service effectif conduisant à pension, soit 37 annuités liquidables au grade de colonel, échelle 3, indice 1150.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 74 % du traitement afférent à l'indice 1150, s'élève à trois millions sept cent soixante un mille neuf cent cinq (3 761 905) FCFA, à compter du 1er août 1997.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée, s'ajoute une majoration de 35 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les huit (8) enfants ci-après désignés jusqu'à l'âge de 16 ans. Il s'agit de:

his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 26 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Authorization to serve beyond the retirement age-limit

By Decree No. 98-23 of 2 March 1998 :

1. Colonel Benaé Mpeke Blaise of the Army is authorized to serve beyond the retirement age-limit for his rank, for a third two-year period from 2 April 1998 to 1 April 2000.

2. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 2 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Retirement and pension

By Decree No. 98-24 of 2 March 1998 :

1. Colonel Botouli Paul, born on 1 August 1936 at Mougue-Lolodorf, who has reached the prescribed age-limit for his rank, is, with effect from 1 August 1997 placed on retirement. Recruited on 19 October 1960, he served the National Gendarmerie without interruption till 31 July 1997.

2. Colonel Botouli Paul on the date of his placement on retirement at the rank of colonel scale 3, index 1150 completed 36 years 9 months 12 days of effective service representing 37 payable annuities.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 74% of the gross salary corresponding to index 1150, stands at 3,761,905 (three million seven hundred and sixty-one thousand nine hundred and five) CFA francs with effect from 1 August 1997.

4. The retirement pension referred to above shall be increased by 35%, Colonel Botouli Paul having raised the following 8 (eight) children up to the age of 16 during his career:

- Botouli Paul-Adrien, né le 9 avril 1970;
- Botouli N'zam Yves Bertrand, né le 16 avril 1971;
- Botouli Bebele Christiane Bertille, née le 30 novembre 1972;
- Botouli Malingue Sophrone Elisabeth, née le 4 mars 1974 ;
- Botouli Nguiamba Gustave Justin Christopher Léandre, né le 19 novembre 1977 ;
- Botouli Anzie Nina Emeline, née le 14 juin 1979;
- Bitsena Suzy Rosette Géraldine, née le 20 septembre 1975 ;
- Guessele Yves Gustave Roland, né le 21 décembre 1976.

Art. 5.- Le montant annuel de cette majoration pour enfants est fixé à un million trois cent seize mille six cent soixante six (1 316 666) FCFA, à compter du 1er août 1997.

Art. 6.- le montant global de la pension et accessoires de pension de l'intéressé s'élève à cinq millions soixante dix huit mille cinq cent soixante onze (5 078 571) FCFA.

Art. 7.- A ce traitement de pensionnaire s'ajoutent éventuellement les avantages familiaux et autres, servis au militaire retraité conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 8.- La somme prévue à l'article 6 est imputable au budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000 pour compter de l'exercice 1997 /98 . Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au colonel Botouli Paul Claude, matricule solde n° 025004-V et virée à son compte bancaire n° 00019573-3720 W, SCB Crédit Lyonnais Cameroun, Agence de Yaoundé 31 ; déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 9.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 2 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Decret portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de l'armée de terre

Par décret n° 98-25 en date du 2 mars 1998 :

Article premier.- Le lieutenant-colonel MOUNGAM à Ngon Emmanuel, né le 2 février 1942 à Gouife, est placé sur sa demande en ses droits à la retraite pour

- Botouli Paul-Adrien born on 9 April 1970;
- Botouli N'zam Yves Bertrand, born on 16 April 1971;
- Botouli Bebele Christiane Bertille, born on 30 November 1972;
- Botouli Malingue Sophrone Elisabeth, born on 4 March 1974;
- Botouli Nguiamba Gustave Justin Christophe Léandre, born on 19 November 1977;
- Botouli Anzie Nina Emeline, born on 14 June 1979;
- Bitsena Suzy Rosette Géraldine, born on 20 September 1975;
- Guessele Yves Gustave Roland, born on 21 December 1976.

5. The annual amount of this additional sum for children shall be fixed at 1,316,666 (one million three hundred and sixteen thousand six hundred and sixty-six) CFA Francs with effect from 1 August 1997.

6. The total amount of Colonel Botouli Paul's pension and subsidiary allowances is 5,078,571 (five million seventy-eight thousand five hundred and seventy-one) CFA Francs.

7. To this pension shall be added any family allowances and other benefits given to retired military men in accordance with the regulations in force.

8. The amount provided for in Article 6 shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon - Head 55 - Subhead 120 - Item 000 with effect from the 1997-98 financial year. It shall be paid on a monthly basis through the Ministry of the Economy and Finance to Colonel Botouli Paul Claude, See. No. 025004-V and transferred to his bank account No. 00019573-3720 W, SCB Crédit Lyonnais Cameroun, Yaounde 31 Branch, less any sums he may be owing the State, local councils and public bodies till the entire debt is paid.

9. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 2 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Retirement and pension

By Decree No. 98-25 of 2 March 1998 :

1. Lieutenant-Colonel MOUNGAM à Ngon Emmanuel, who was born on 2 February 1942 at Gouife, is placed on retirement for personal convenience, with effect

convenance personnelle, pour compter du 1er mars 1998. Entré en service le 1er octobre 1961, il a servi sans interruption jusqu'au 1er février 1998 à l'armée de terre.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 36 ans 4 mois 1 jour de service effectif conduisant à pension, soit 36,5 annuités liquidables au grade de lieutenant-colonel 2^o échelon, indice 995.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 73 % du traitement afférent à l'indice 995 s'élève à trois millions deux cent soixante quatorze mille neuf cent huit (3 274 908) FCFA, pour compter du 1er mars 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée, s'ajoute une majoration pour enfants de 35 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les huit (8) enfants ci-après désignés jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit de:

- MOUNGAM à NGON Alain, né le 5 février 1965 ;
- MOUNGAM à NGON Lise Laule, née le 27 juin 1967 ;
- BELMOND Félix, né le 18 mars 1966 ;
- MOUNGAM à NGON Nicole Sidonie, née le 9 août 1968 ;
- MOUNGAM à NGON Dave Maixance Rémy, né le 22 mai 1970 ;
- MOUNGAM à NGON Mireille Dorcas, née le 29 juillet 1971.

issus de son mariage avec la nommée BASSA à MOUKOU Julienne, suivant acte n° 22-51 du 2 octobre 1964 au centre d'état civil de Kousse.

Enfants reconnus:

- YANGAMEN Julienne Rameline, née le 21 février 1978
- BELEK Théophile Eitel, né le 4 septembre 1979.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à: un million cent quarante six mille deux cent dix sept (1 146 217) FCFA, à compter du 1er mars 1998.

Art. 5.- Le montant global annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé s'élève à quatre millions quatre cent vingt un mille cent vingt cinq (4 421 125) FCFA, pour compter du 1er mars 1998.

Art. 6.- A la pension de retraite s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur des enfants ci-après tant qu'ils sont vivants, fréquentent un établissement scolaire, ne sont mariés, ne salarient jusqu'à l'âge de 21 ans.

from 1 March 1998. Lieutenant-Colonel MOUNGAM à NGON Emmanuel who was recruited on 1 October 1961 has served without interruption until 1 February 1998 in the Army.

2. Lieutenant-Colonel MOUNGAM à NGON Emmanuel had, on the date of his retirement, completed 36 years 4 months 1 day of pensionable service, which entitles him to 36.5 payable annuities in the rank of Lieutenant-Colonel, incremental position 2, index 995.

3. The annual amount of his retirement pension, calculated on the basis of 73% of his salary corresponding to index 995, shall be 3,274,908 (three million two hundred and seventy-four thousand nine hundred and eight) CFA francs with effect from 1 March 1998.

4. In addition to the above-mentioned pension, 35% shall be paid to him as family allowances in respect of the undermentioned 8 (eight) children whom he raised during his career up to the age of 16.

The children concerned are:

- MOUNGAM à NGON Alain, born on 5 February 1965.
- MOUNGAM à NGON Lise Laule, born on 27 June 1967.
- BELMOND Félix, born on 18 March 1966.
- MOUNGAM à NGON Nicole Sidonie, born on 9 August 1968.
- MOUNGAM à NGON Dave Maixance Rémy, born on 22 May 1970.
- MOUNGAM à NGON Mireille Dorcas, born on 29 July 1971.

of his marriage to BASSA à MOUKOU Julienne, according to marriage certificate No. 22-51 of 2 October 1964 issued by the Kousse Civil Status Registry.

Legitimated children:

- YANGAMEN Julienne Rameline, born on 21 February 1978.
- BELEK Théophile Eitel, born on 4 September 1979.

The annual amount of this allowance shall be 1,146,217 (one million one hundred and forty-six thousand two hundred and seventeen) CFA francs with effect from 1 March 1998.

5. Lieutenant-Colonel MOUNGAM à NGON Emmanuel's pension and incidental allowances shall amount to 4,421,125 (four million four hundred and twenty-one thousand one hundred and twenty-five) CFA francs with effect from 1 March 1998.

6. In addition to Lieutenant-Colonel MOUNGAM à NGON Emmanuel's pension, family and other allowances granted to retired servicemen shall be paid to him in respect of the undermentioned children up to the age of 21, provided that they are not married, are not earning a salary and are still attending school.

Dispositions

- MOUNGAM à Ngon Manuela Gaëlle, née le 23 mars 1993;

- MOUNGAM à Ngon Paule Amanda Gladys, née le 26 juin 1994;

enfants légitimes et issus de son mariage avec la nommée Nga Ebode Ayissi Catherine, suivant acte n° 19 du 18 février 1995 au centre d'état civil d'Evodoula.

- Ndome Natacha Olive Suzanne, née le 17 novembre 1983 (reconnue).

Art. 7.- Les droits prévus aux articles 5 et 6 ci-dessus sont imputables sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-1998. Ils sont payables mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au lieutenant-colonel - MOUNGAM à Ngon Emmanuel, matricule solde n° 035102-W et virés à son compte bancaire n° 016704 3720 H SCB Crédit Lyonnais - Yaoundé, déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 2 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Decret portant concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de l'armée de terre

Par décret n° 98-26 en date du 2 mars 1998 :

Article premier.- Le chef de bataillon Ondoa Amvene Isidore, né vers 1939 à Ebolowa, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 2 novembre 1997. Entré en service le 23 mars 1960, il a servi sans interruption jusqu'au 1er novembre 1997 à l'armée de terre.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 37 ans 7 mois 9 jours de service effectif conduisant à pension soit 37,5 annuités liquidables au grade de chef de bataillon 3^e échelon, indice 895.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 75 % du traitement

The children concerned are:

- MOUNGAM à Ngon Manuela Gaëlle, born on 23 March 1993;

- MOUNGAM à Ngon Paule Amanda Gladys, born on 26 June 1994 ;

legitimated and of his marriage to Nga Ebode Ayissi Catherine, according to Marriage Certificate No. 19 of 18 February 1995 issued by Evodoula Civil Status Registry.

- Ndome Natacha Olive Suzanne, born on 17 November 1983 (legitimated).

7. The entitlements provided for in Articles 5 and 6 above shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon (Head 55, Subhead 120, Item 000) with effect from the 1997-98 financial year. They shall be paid on a monthly basis by the Ministry of the Economy and Finance to Lieutenant-Colonel MOUNGAM à Ngon Emmanuel (See. No. 035102-W) and transferred to his bank account No. 016704 3720H SCB Credit Lyonnais Yaounde, less any sums he may be owing the State, local councils and public bodies until the entire debt is paid.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 2 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Retirement and pension

By Decree No. 98-26 of 2 March 1998 :

1. Major Ondoa Amvene Isidore, born circa 1939 at Ebolowa is, with effect from 2 November 1997, placed on retirement. Recruited on 23 March 1960, he served continuously in the Army till 1 November 1997.

2. At the time of his retirement, Major Ondoa Amvene Isidore had completed 37 years 7 months and 9 days of effective pensionable service, or 37.5 payable annuities in the rank of major, incremental position 3, index 895.

3. The annual sum of the said retirement pension, calculated on the basis of 75% of the salary

afférent à l'indice 895 s'élève à trois millions soixante quinze mille cinq cent trente quatre (3 075 534) francs CFA, pour compter du 1er décembre 1997.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée, s'ajoute une majoration pour enfants de 30 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les sept (7) enfants ci-après désignés jusqu'à l'âge de 16 ans. Il s'agit de:

- Amvene Achille Armand, né le 21 mars 1965;
- Messi Ondoa Max Aurèle, née le 21 septembre 1967;
- Nnangomo Ondoa Angelbert Parfait, né le 21 octobre 1969;
- Nkogo Ondoa Adalbert Bienvenu, né le 17 novembre 1971;
- Efoudou Ondoa Bernadette Solange, née le 1er janvier 1974;
- Mengue Ondoa Emmanuelle Lylianne, née le 22 décembre 1976;
- Mimbe Ondoa Scholastique, née le 21 septembre 1981,

issus de son mariage avec la nommée Edima Jeanne, mariage célébré le 14 mars 1964.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf cent vingt deux mille six cent soixante (922 660) FCFA, à compter du 1er décembre 1997

Art 5.- Le montant global annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé s'élève à trois millions neuf cent quatre vingt dix huit mille cent quatre vingt quatorze (3 998 194) FCFA, pour compter du 1er décembre 1997

Art. 6.- A la pension de retraite s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur de l'enfant ci-après tant qu'il est vivant, fréquente un établissement scolaire, n'est ni marié, ni salarié jusqu'à l'âge de 21 ans. Il s'agit de:

- Edima Ondoa Jeanne d'Arc Stéphanie, née le 24 octobre 1986, issue de son mariage avec la nommée Edima Jeanne, suivant acte n° 16 du 14 mars 1964.

Art. 7.- Les droits prévus aux articles 5 et 6 ci-dessus sont imputables sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-98. Ils sont payables mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au chef de bataillon Ondoa Amvene Isidore, matricule solde n° 036201-Y et virés à son compte bancaire n° 02810 13000-7 SGBC Agence Mgr Vogt Yaoundé; déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce

corresponding to index 895, stands at (3,075,534) (three million seventy-five thousand five hundred and thirty-four) CFA francs with effect from 1 December 1997.

4. In addition to the above-mentioned pension, 30% shall be paid in respect of the following 7 (seven) children whom he raised up to the age of 16 years during his career:

- Amvene Achille Armand, born on 21 March 1965.
 - Messi Ondoa Max Aurèle, born on 21 September 1967,
 - Nnangomo Ondoa Angelbert Parfait, born on 21 October 1969,
 - Nkogo Ondoa Adalbert Bienvenu, born on 17 November 1971,
 - Efoudou Ondoa Bernadette Solange, born on 1 January 1974,
 - Mengue Ondoa Emmanuelle Lylianne, born on 22 December 1976,
 - Mimbe Ondoa Scholastique, born on 21 September 1981,
- of his marriage with Edima Jeanne which was celebrated on 14 March 1964.

The annual sum of this supplementary allowance stands at 922,660 (nine hundred and twenty-two thousand six hundred and sixty francs) CFA F with effect from 1 December 1997.

5. The total annual sum of the pension and allowances of Major Ondoa Amvene Isidore stands at 3,998,194 (three million nine hundred and ninety-eight thousand one hundred and ninety-four) CFAF with effect from 1 December 1997.

6. To the retirement pension shall be added family allowances and other allowances granted to retired soldiers for the undermentioned child up till the age of 21 years as long as she is alive, attending school and is neither married nor earning a salary:

- Edima Ondoa Jeanne d'Arc Stéphanie, born on 24 October 1986 of his marriage with Edima Jeanne, according to Marriage Certificate No. 16 of 14 March 1964.

7. The allowances mentioned in Articles 5 and 6 above shall be charged to Head 55, Subhead 120, Item 000 of the budget of the Republic of Cameroon for the 1997-98 financial year. They shall be paid in monthly instalments by the Ministry of the Economy and Finance to Major Ondoa Amvene Isidore, See. No. 036 201-Y through Account No. 02810 13000-7 at SGBC Mgr. Vogt Branch-Yaounde, less any sums Major Ondoa Amvene Isidore may be owing the State, local councils and public establishments until the debt is paid in full.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance shall be responsible, each

qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 2 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier supérieur de l'armée de terre

Par décret n° 98-27 en date du 2 mars 1998 :

Article premier.- Le chef de bataillon Mfanda Dang Richard, né le 12 juin 1939 à Ngada (Ayos), est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour limite d'âge de son grade pour compter du 1er janvier 1998. Entre en service le 16 janvier 1961, il a servi sans interruption jusqu'au 31 décembre 1997 à l'armée de terre.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 36 ans 11 mois 15 jours de service effectif conduisant à pension, soit 37 annuités liquidables au grade de chef de bataillon, indice 860.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 74 % du traitement afférent à l'indice 860 s'élève à deux millions neuf cent trente quatre mille six cent quatre vingt dix sept (2 934 697) FCFA, pour compter du 1er janvier 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée s'ajoute une majoration pour enfants de 55 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les douze (12) enfants ci-après désignés jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit des enfants reconnus:

- Bengono Jean, né le 8 août 1957;
- Otou Anega Mathieu Richard, né le 20 mars 1960 ;
- Edjimbi Bengono Claire, née le 3 novembre 1961;
- Eba Suzanne, née le 24 novembre 1963;
- Ekandi Véronique, née le 20 août 1965;
- Abouth Mfanda Marie Chantal, née le 2 janvier 1968;
- Mendouga Brigitte Blandine, née le 8 octobre 1969 ;
- Mendomo Mfanda Pulchérie Agathe, née le 5 février 1974 ;
- Mfanda Richard, né le 2 août 1975 ;
- Mbida Mfanda Jean Louis, né le 24 août 1977 ;
- Dang Mfanda Serge, né le 26 octobre 1978 ;
- Akono Lyly Aimée Désirée, née le 17 novembre 1981.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à un

in his own sphere, for the implementation of this decree, which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 2 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Grant of a retirement pension to an army officer

By Decree No. 98-27 of 2 March 1998 :

1. Major Mfanda Dang Richard, born on 12 June 1939 at Ngada (Ayos), who has reached the age-limit for his rank, is, with effect from 1 January 1998, placed on retirement. Recruited on 16 January 1961, he served in the army continuously until 31 December 1997.

2. At the time of retirement, Major Mfanda Dang Richard, had completed 36 years 11 months 15 days of effective pensionable service, or 37 payable annuities in the rank of Major, index 860.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 74% of the gross salary corresponding to index 860, stands at 2,934,697 (two million nine hundred and thirty-four thousand six hundred and ninety-seven) CFA francs with effect from 1 January 1998.

4. In addition to the above-mentioned pension, 55% shall be added in respect of the following twelve children whom he raised up to the age of 16 during his career:

The recognized children are:

- Bengono Jean, born on 8 August 1957,
- Otou Anega Mathieu Richard, born on 20 March 1960,
- Edjimbi Bengono Claire, born on 3 November 1961,
- Eba Suzanne, born on 24 November 1963,
- Ekandi Véronique, born on 20 August 1965,
- Abouth Mfanda Marie Chantal, born on 2 January 1968,
- Mendouga Brigitte Blandine, born on 8 October 1969,
- Mendomo Mfanda Pulchérie Agathe, born on 5 February 1974,
- Mfanda Richard, born on 2 August 1975,
- Mbida Mfanda Jean Louis, born on 24 August 1977,
- Dang Mfanda Serge, born on 26 October 1978,
- Akono Lyly Aimée Désirée, born on 17 November 1981.

The annual total of this supplement shall be

million six cent quatorze mille quatre vingt trois (1 614 083) FCFA, à compter du 1er janvier 1998.

Art. 5.- Le montant global annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé s'élève à quatre millions cinq cent quarante huit mille sept cent quatre vingts (4 548 780) FCFA, pour compter du 1er janvier 1998.

Art. 6.- A la pension de retraite s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur des enfants ci-après tant qu'ils sont vivants, fréquentent un établissement scolaire, ne sont ni mariés, ni salariés jusqu'à l'âge de 21 ans.

Il s'agit de:

- Mfanda Richard Vanessa, née le 28 avril 1984 (reconnue)
- Tene Mfanda Justin Caleran, né le 1er février 1993
- Evina Mfanda Hyacinthe Franklin, né le 1er février 1993
- Mbana Mfanda Pascaline Patricia, née le 7 avril 1995

issus de son mariage avec la nommée Minkada Marie Thérèse, suivant acte n° 21-92 du 8 septembre 1992 au centre d'état civil de Djoum-Ville.

Art. 7.- Les droits prévus aux articles 5 et 6 ci-dessus sont imputables sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-98. Ils sont payables mensuellement par les soins du Ministère de l'Economie et des Finances au chef de bataillon Mfanda Dang Richard, matricule solde n° 035 464-F et virés à son compte bancaire n° 00010442076 BICEC Bafang, déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat Délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 2 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

fixed at one million six hundred and fourty-eight thousand eighty-three (1,614,083) CFA francs with effect from 1 January 1998.

5. Major Mfanda Dang Richard's pension and subsidiary allowances per year amount to 4,548,780 (four million five hundred and forty-eight thousand seven hundred and eighty) CFA francs with effect from 1 January 1998.

6. In addition to the above-mentioned pension, the family allowances granted to retired military personnel shall be paid to him in respect of the following children up to the age of 21, provided that they are alive, are not married, are not earning a salary and are still attending school:

- Mfanda Richard Vanessa, born on 28 April 1984 (recognized),
- Tene Mfanda Justin Caleran, born on 1 February 1993,
- Evina Mfanda Hyacinthe Franklin, born on 1 February 1993,
- Mbana Mfanda Pascaline Patricia, born on 7 April 1995,

of his marriage to Minkada Marie Thérèse according to Marriage Certificate No. 21-92 of 8 September 1992, issued by the Djoum City Council Civil Status Registry.

7. The allowances provided for in Articles 5 and 6 above shall be charged to Head 55, Subhead 120, Item 000 of the budget of the Republic of Cameroon for the financial year 1997-98. They shall be paid monthly to Major Mfanda Dang Richard, Service No. 035 464-F, by the Ministry of the Economy and Finance through Account No. 00010442076 at BICEC Bafang, less any sums he may be owing the State, councils and public corporations, until the entire debt is paid off.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance shall be responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 2 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Décret portant naturalisation

Par décret n° 98-28 en date du 3 mars 1998 :

Article premier.- Est naturalisé camerounais, M. Jamel Mourad, né le 13 janvier 1958 à Tripoli (Liban), de feu Alaedine Mourad et de Nazeck Kanj.

Art. 2.- Le ministre de la Justice, garde des sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté n° 110-CAB-PR du 20 février 1998
déclarant le samedi 21 février 1998 journée de
deuil national

Le Président de la République,

Vu la Constitution,

Arrête :

Article premier.- La journée du samedi 21 février 1998 est déclarée journée de deuil national sur l'ensemble du territoire.

A cette occasion, les drapeaux seront mis en berne sur l'ensemble du territoire de la République.

Art. 2.- Le présent arrêté sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 20 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté portant nomination d'un chef de
secrétariat particulier

Par arrêté n° 111-CAB-PR en date du 24 février 1998 :

Article premier.- M. Sam Nwanja Tambe, Mle 548 687-I, professeur des lycées d'enseignement général est, pour compter de la date de signature du présent arrêté, nommé chef du secrétariat particulier du ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures, charge des relations avec le Commonwealth.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Grant of Cameroonian nationality

By Decree No. 98-28 of 3 March 1998 :

1. Cameroonian nationality is granted to Mr. Jamel Mourad, son of late Alaedine Mourad and Nazeek Kanj, born on 13 January 1958 at Tripoli (Lebanon)

2. The Minister of Justice, Keeper of the Seals, is responsible for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Order No. 110-CAB-PR of 20 February 1998 to
declare Saturday 21 February 1998
a national day of mourning

The President of the Republic,

Mindful of the Constitution,

Hereby orders as follows :

1. The day of Saturday 21 February 1998 is declared a national day of mourning throughout the national territory.

On this occasion, flags shall fly at half-mast throughout the territory of the Republic.

2. This order shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 20 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of a head of private secretariat

By Order No. 111-CAB-PR of 24 February 1998

1. Mr. Sam Nwanja Tambe (See. No. 548 687-I), High School Teacher, is, with effect from the date of signature of this order, appointed Head of the Private Secretariat of the Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Relations with the Commonwealth.

2. Mr. Sam Nwanja Tambe shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 24 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Arrêté portant nomination d'un chef de secrétariat particulier au ministère de la Défense

Par arrêté n° 112-CAB-PR en date du 26 février 1998 :

Article premier.- M. Mbomeyo Mba Dieudonné, conseiller principal de jeunesse et d'animation, est, pour compter de la date de signature du présent arrêté, nommé chef du secrétariat particulier du secrétaire d'Etat à la Défense chargé de la gendarmerie nationale.

Art. 2.- L'intéressé a droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 26 février 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Arrêté portant admission au stage d'huissier de justice

*Par arrêté n° 9-CAB-PM
en date du 16 février 1998 :*

Article premier.- Mlle Beyole Elise Noël est admise à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Tekeu Victor, huissier de justice à Douala.

Art. 2.- M. Kedi à Ngon Baltazare est admis à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Tagnet Ghabissy Victorien Gabriel, huissier de justice à Foumban.

Art. 3.- M. Enock Joseph est admis à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Biwongo-Nna Théodore, huissier de justice à Yaoundé.

Art. 4.- M. Nguema Mba Jean-Claude est admis à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Evindi Joseph, huissier de justice à Mfou.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 24 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of a head of private secretariat

By Order No. 112-CAB-PR of 26 February 1998 :

1. Mr. Mbomeyo Mba Dieudonné, Senior Youth and Action Counsellor, is, with effect from the date of signature of this order, appointed Head of the Private Secretariat of the Secretary of State for Defence in charge of the National Gendarmerie.

2. Mr. Mbomeyo Mba Dieudonné shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 26 February 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

PRIME MINISTER'S OFFICE

Admission of bailiffs-in-training

*By Order No. 9-CAB-PM
of 16 February 1998 :*

1. Miss Beyole Elise Noël is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Tekeu Victor, Bailiff in Douala.

2. Mr. Kedi à Ngon Baltazare is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Tagnet Ghabissy Victorien Gabriel, Bailiff in Foumban.

3. Mr. Enock Joseph is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Biwongo-Nna Théodore, Bailiff in Yaounde.

4. Mr. Nguema Mba Jean-Claude is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Evindi Joseph, Bailiff in Mfou.

Art. 5.- Mlle Ngo Nyemb est admise à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Ngwe Gabriel Emmanuel, huissier de justice à Yaoundé.

Art. 6.- M. Nguenga Georges Samuel est admis à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Tekeu Victor, huissier de justice à Douala.

Art. 7.- Mlle Djoumesse Tsafack Laurence est admise à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Kouchou Jean Dedieu, huissier de justice à Mbouda.

Art. 8.- Mme Boumso, née Ngo Kanga Perpetue est admise à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Ngassa Rostand, huissier de justice à Mora.

Art. 9.- Le ministre de la Justice, garde des sceaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 16 février 1998.

Le Premier ministre,
Peter Mafany Musonge.

**Arrêté portant changement de parrain de stage
d'huissier de justice**

Par arrêté n° 10-CAB-PM en date du 16 février 1998 :

Article premier.- Mlle Sen Kong Rachel, admise par arrêté n° 54-CAB-PM du 5 juillet 1995 à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Petnga Yimga Thierry Martial, huissier de justice à Douala, est autorisée à poursuivre ledit stage à l'étude de maître Towa Pierre, huissier de justice à Douala.

Art. 2.- M. Tiku Oscar Tabi, admis par arrêté n° 62-CAB-PM du 29 août 1995 à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Lekane Jean Rameau, huissier de justice à Yaoundé, est autorisé à poursuivre ledit stage à l'étude de maître Jeannette Irène Kedi, huissier de justice à Yaoundé.

Art. 3.- M. Batchama Jean Claude, admis par arrêté n° 65-CAB-PM du 7 septembre 1995 à suivre un stage d'huissier de justice à l'étude de maître Petnga Yimga Thierry Martial, huissier de justice à Douala, est autorisé à poursuivre ledit stage à l'étude de maître Baleng Maah Célestin, huissier de justice à Douala.

5. Miss Ngo Nyemb is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Ngwe Gabriel Emmanuel, Bailiff in Yaounde.

6. Mr. Nguenga Georges Samuel is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Tekeu Victor, Bailiff in Douala.

7. Miss Djoumesse Tsafack Laurence is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Kouchou Jean Dedieu, Bailiff in Mbouda.

8. Mrs. Boumso, née Ngo Kanga Perpetue is admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Ngassa Rostand, Bailiff in Mora.

9. The Minister of Justice, Keeper of the Seals, is responsible for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 16 February 1998.

Peter Mafany Musonge,
Prime Minister.

Change of training chambers

By Order No. 10-CAB-PM of 16 February 1998:

1. Miss Sen Kong Rachel, who was by Order No. 54-CAB-PM of 5 July 1995 admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Petnga Yimga Thierry Martial, Bailiff in Douala, is authorized to continue the said training in the Chambers of Mr. Towa Pierre, Bailiff in Douala.

2. Mr. Tiku Oscar Tabi, who was by Order No. 62-CAB-PM of 29 August 1995 admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Lekane Jean Rameau, Bailiff in Yaounde, is authorized to continue the said training in the Chambers of Mrs. Jeannette Irène Kedi, Bailiff in Yaounde.

3. Mr. Batchama Jean Claude, who was by Order No. 65-CAB-PM of 7 September 1995 admitted as bailiff-in-training in the Chambers of Mr. Petnga Yimga Thierry Martial, Bailiff in Douala, is authorized to continue the said training in the Chambers of Mr. Baleng Maah Célestin, Bailiff in Douala.

Art. 4.- Le ministre de la Justice, garde des sceaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 16 février 1998.

Le Premier ministre,
Peter Mafany Musonge.

Arrêté portant nomination du président du comité de coordination et d'orientation pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie urbaine du gouvernement

Par arrêté n° 11-CAB-PM en date du 25 février 1998 :

Article premier.- M. Dibong Siegfried, ingénieur général de génie civil est, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommé président du comité de coordination et d'orientation pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la stratégie urbaine du gouvernement.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 25 février 1998.

Le Premier ministre,
Peter Mafany Musonge.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

Arrêté constatant les valeurs FOB des essences pour le deuxième semestre de l'exercice 1997-98

Par arrêté n° 36-MINEFI en date du 18 février 1998 :

Article premier.- Le présent arrêté constate les valeurs FOB des grumes et des bois ouvrés ou semi-ouvrés, dont la liste figure en annexe I et II, utilisées pour le calcul, selon le cas, de la taxe d'abattage et des droits de sortie, ainsi que du prix de vente des billes échouées ou des produits forestiers pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1998.

Art. 2.- Le directeur des impôts, le directeur des douanes, le directeur du trésor et le directeur des forêts sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 18 février 1998.

Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances,
Edouard Akame Mfoumou.

4. The Minister of Justice, Keeper of the Seals is responsible for the implementation of this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 16 February 1998.

Peter Mafany Musonge,
Prime Minister.

Appointment of the Chairman of a Co-ordination and Orientation Committee

By Order No. 11-CAB-PM of 25 February 1998 :

1. Mr. Dibong Siegfried, Public Works Engineer General is, with effect from the date of signature of this order, appointed Chairman of the Co-ordination and Orientation Committee for the drawing up and implementation of Government's urban strategy.

2. Mr. Dibong Siegfried shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 25 February 1998.

Peter Mafany Musonge,
Prime Minister.

**MINISTRY OF THE ECONOMY
AND FINANCE**

Order to record the FOB value of wood species for the second half of the 1997-98 financial year

By Order No. 36-MINEFI of 18 February 1998 :

1. This order records the FOB values for the logs and processed and semi-processed wood listed in Annexes I and II that shall be used for calculating, as the case may be, the felling tax and export duties as well as the selling price of drift timber washed ashore or forestry products for the period from 1 January to 30 June 1998.

2. The Director of Taxation, the Director of Customs, the Director of the Treasury and the Director of Forestry are, each in his own sphere, responsible for the implementation of this order which shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 18 February 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
Minister of State in charge of the Economy and Finance

ESSENCE / SPECIES	N° du Tarif Tariff Heading	Zone1	Zone 2	Zone 3
ESSENCES TRADITIONNELLES / ORDINARY SPECIES				
ACAJOU DE (MAHOGANY) BASSAM/NGOLLON	44 03 34 61	116 025	110 500	104 975
AFRORMOSIA/ASSAMELA/OBANG/KOKRODUA	44 03 99 02	190 120	181 067	172 014
ANIÈGRE/ANINGRÉ	44 03 99 72	205 275	195 500	185 725
BÈTE/MANSONIA	44 03 35 20	111 563	106 250	100 938
BOSSÉ	44 03 99 09	98 175	93 500	88 825
BUBINGA	44 03 99 10	178 500	170 000	161 500
DIBÈTOU/BIBOLO	44 03 35 40	104 869	99 875	94 881
DOUSSIE/BIPINDENSIS	44 03 99 13	232 050	221 000	209 950
DOUSSIE BLANC/PACHYLOBA/APA/BELLA	44 03 99 45	133 875	127 500	121 125
ÈBÈNÉ (EBONY)	44 03 99 14	197 243	187 850	178 458
IROKO	44 03 34 80	116 025	110 500	104 975
LONGHI/ABAM	44 03 99 97	227 588	216 750	205 913
MAKORE/DOUKA	44 03 34 70	84 788	80 750	76 713
MOABI	44 03 99 25	107 100	102 000	96 900
MOVINGUI	44 03 99 26	93 713	89 250	84 788
OVENGKOL	44 03 99 51	86 573	82 450	78 328
PADOUK	44 03 99 33	93 713	89 250	84 788
PAO ROSA	44 03 99 34	109 331	104 125	98 919
SAPELLI	44 03 34 40	133 875	127 500	121 125
SIPO	44 03 34 50	156 188	148 750	141 313
WENGE	44 03 99 70	149 940	142 800	135 660
ZINGANA/AMUK	44 03 99 37	98 175	93 500	88 825
ESSENCES A FAIBLE VALEUR / LOW VALUE SPECIES				
AYOUS/OBÈCHE	44 03 34 30	89 250	85 000	80 750
AZOBE/BONGOSSI	44 03 35 61	69 615	66 300	62 985
BILINGA	44 03 99 08	71 400	68 000	64 600
FRAMIRE	44 03 99 16	75 863	72 250	68 638
KOSIPO	44 03 99 16	84 788	80 750	76 713
KOTIBE	44 03 99 21	75 863	72 250	68 638
KCTO	44 03 99 48	75 863	72 250	68 638
OKOUME	44 03 34 11	49 088	46 750	44 413
TEAK	44 03 33 00	116 025	110 500	104 975
TIAMA	44 03 35 10	84 788	80 750	76 713
ESSENCES A PROMOUVOIR / SPECIES TO BE PROMOTED				
ABALE/ABING/ESSIA	44 03 99 78	66 938	63 750	60 563
ABURA/BAHIA	44 03 99 01	58 013	55 250	52 488
AGBA/TOLA	44 03 99 36	64 260	61 200	58 140
AIELE/ABEL	44 03 99 03	66 938	63 750	60 563
AKO/ALOA	44 03 99 04	58 013	55 250	52 488
AMVOUT/EKONG	44 03 99 67	44 625	42 500	40 375
ANDOUNG	44 03 99 05	53 550	51 000	48 450
ANGUEUK	44 03 99 50	44 625	42 500	40 375
ASILA/KIORO/OMANG	44 03 99 59	44 625	42 500	40 375
AVODIRE	44 03 99 06			
BODIOA	44 03 99 68	44 625	42 500	40 375
CORDIA/EBE	44 03 99 65	89 250	85 000	80 750
DABEMA/ATUI	44 03 99 11	53 550	51 000	48 450
DAMBALA	44 03 99 88	44 625	42 500	40 375
DIANA/CELTIS/ODOU	44 03 99 58	44 625	42 500	40 375
EBIARA/ABEM	44 03 99 53	75 863	72 250	68 638

ESSENCE / SPECIES	N° du Tarif / Tariff Heading	Zone1	Zone 2	Zone 3
EKABA	44 03 99 49	75 863	72 250	68 638
EKOUNE	44 03 99 89	44 625	42 500	40 375
EMIEN/EKOUK	44 03 99 61	66 938	63 750	60 563
ESAK	44 03 99 79	44 625	42 500	40 375
ESENG/LO	44 03 99 75	44 625	42 500	40 375
ESSESSANG	44 03 99 80	66 938	63 750	60 563
ESSON	44 03 99 81	44 625	42 500	40 375
ETIMOE	44 03 99 82	44 625	42 500	40 375
ÈVENE/EKOP ÈVENE	44 03 99 86	71 400	68 000	64 600
EVEUSS/NGON	44 03 99 74	44 625	42 500	40 375
ÈVOULAVITEX	44 03 99 86	44 625	42 500	40 375
EYECK	44 03 99 71	44 625	42 500	40 375
EYONG	44 03 99 15	71 400	68 000	64 600
FARO	44 03 99 43	53 550	51 000	48 450
FROMAGER/CEIBA / KAPOK TREE / CEIBA	44 03 99 17	58 013	55 250	52 488
GOMBE/EKOP GOMBE	44 03 99 54	71 400	68 000	64 600
IATANDZA/EVOUVOUS	44 03 99 57	71 400	68 000	64 600
ILOMBA	44 03 35 30	53 550	51 000	48 450
KANDA	44 03 99 83	58 013	55 250	52 488
KAPOKIER/KAPOK TREE /BOMBAX/ESODUM	44 03 99 63	54 443	51 850	49 258
KONDROTI/OVONGA	44 03 99 84	54 443	51 850	49 258
KUMBI/EKOA	44 03 99 73	44 625	42 500	40 375
LANDA	44 03 99 69	44 625	42 500	40 375
LATI/ÈDJIL	44 03 99 66	44 625	42 500	40 375
LIMBA/FRAKE	44 03 35 50	58 013	55 250	52 488
LIMBALI	44 03 99 56	66 938	63 750	60 563
LOTIFA/NKANANG	44 03 99 52	61 558	58 627	55 696
MAMBÔDE/AMOUK	44 03 99 47	75 863	72 250	68 638
MCAMBE		44 625	42 500	40 375
MUKJLUNGU	44 03 99 85	58 013	55 250	52 488
MUTUNDO	44 03 99 91			
NAGA/EKOP NAGA	44 03 99 42	71 400	68 000	64 600
NIOVE	44 03 99 29	66 938	63 750	60 563
OBOTO/ABODZOK	44 03 99 55	66 938	63 750	60 563
OKAN/ADOUM	44 03 99 48	44 625	42 500	40 375
OLON/BONGO	44 03 99 30	60 690	57 800	54 310
ONZABILI/ANGONGUI	44 03 99 44	53 550	51 000	48 450
OSANGA/SIKON	44 03 99 62	44 625	42 500	40 375
OUCHEI/ALBIZIA/ANGOYEME	44 03 99 64	44 625	42 500	40 375
OVOGA/ANGALE	44 03 99 31	44 625	42 500	40 375
OZIGO	44 03 99 32	53 550	51 000	48 450
TALI	44 03 99 41	71 400	68 000	64 600
TCHITOLA	44 03 99 35	49 088	46 750	44 413
TSANYA/AKELA	44 03 99 76	44 625	42 500	40 375
AUTRES ESSENCES / OTHER SPECIES	44 03 99 99			

ESSENCE	Base taxable proposée	Base taxable proposée
ESSENCES TRADITIONNELLES		
ACAJOU DE BASSAM/NGOLLON	110 500	110 500
AFRORMOSIA/ASSAMELA/OBANG/KOKRODUA	181 067	181 067
ANIEGRE/ANINGRE	195 500	195 500
BETE/MANSONIA	106 250	106 250
BOSSE	93 500	93 500
BUBINGA	160 612	170 000
DIBETOU/BIBOLO	89 250	99 875
DOUSSIE/BIPINDENSIS	221 000	221 000
DOUSSIE BLANC/PACHYLOBA/APA/BELLA	127 500	127 500
EBENE	187 850	187 850
IROKO	110 500	110 500
LONGHI/ABAM	195 500	216 750
MAKORE/DOUKA	72 250	80 750
MOABI	102 000	102 000
MOVINGUI	89 250	89 250
OVENGKOL	82 450	82 450
PADOUK	89 250	89 250
PAO ROSA	124 100	104 125
SAPELLI	127 500	127 500
SIPO	148 750	148 750
WENGE	119 000	142 800
ZINGANA/AMUK	93 500	93 500
ESSENCE A FAIBLE VALEUR		
AYOUS/OBECHÉ	85 000	85 000
AZOBE/BONGOSI	66 300	66 300
BILINGA	68 000	68 000
FRAMIRE	72 250	72 250
KOSIPO	76 500	80 750
KOTIBE	72 250	72 250
KOTO	72 250	72 250
OKOUME	46 750	46 750
TEAK	110 500	110 500
TIAMA	76 500	80 750
ESSENCES A PROMOUVOIR		
ABALE/ABING/ESSIA	63 750	63 750
ABURA/BAHIA	55 250	55 250
AGBA/TOLA	51 000	61 200
AIELE/ABEL	63 750	63 750
AKO/ALOA	55 250	55 250
AMVOUT/EKONG	42 500	42 500
ANDOUNG	51 000	51 000
ANGUEUK	42 500	42 500
ASILA/KIORO/OMANG	42 500	42 500
AVODIRE	-	-
BODIOA	42 500	42 500
CORDIA/EBE	85 000	85 000

ESSENCE	Base taxable actuelle	Base taxable proposée
DABEMA/ATUI	51 000	51 000
DAMBALA	42 500	42 500
DIANA/CELTIS/ODOU	42 500	42 500
EBIARA/ABEM	72 250	72 250
EKABA	72 250	72 250
EKOUNE	42 500	42 500
EMIEN/EKOUK	63 750	63 750
ESAK	42 500	42 500
ESENGLO	42 500	42 500
ESSESSANG	63 750	63 750
ESSON	42 500	42 500
ETIMOE	42 500	42 500
EVENE/EKOP EVENE	68 000	68 000
EVEUSS/NGON	42 500	42 500
EVOLA/VITEX	42 500	42 500
EYECK	42 500	42 500
EYONG	64 586	68 000
FARO	55 250	51 000
FROMAGER/CEIBA	55 250	55 250
GOMBE/EKOP GOMBE	68 000	68 000
IATANDZA/EVOUVOUS	68 000	68 000
ILOMBA	42 500	51 000
KANDA	55 250	55 250
KAPOK IER /BOMBAX/ESODUM	51 850	51 850
KONDROTI/OVONGA	51 850	51 850
KUMBI/EKOA	42 500	42 500
LANDA	42 500	42 500
LATI/EDJIL	42 500	42 500
LIMBA/FRAKE	55 250	55 250
LIMBALI	63 750	63 750
LOTOFA/NKANANG	58 627	58 627
MAMBODE/AMOUK	72 250	72 250
MOAMBE	42 500	42 500
MUKULUNGU	55 250	55 250
MUTUNDO	-	-
NAGA/EKOP NAGA	68 000	68 000
NIOVE	68 000	63 750
OBOTO/ABODZOK	63 750	63 750
OKAN/ADOUM	42 500	42 500
OLON/BONGO	57 800	57 800
ONZABILI/ANGONGUI	51 000	51 000
OSANGA/SIKON	42 500	42 500
OUOCHI/ALBIZIA/ANGOYEME	42 500	42 500
OVOGA/ANGALE	42 500	42 500
OZIGO	51 000	51 000
TALI	63 750	68 000
TCHITOLA	46 750	46 750
TSANYA/AKELA	42 500	42 500
AUTRES ESSENCES	-	-

SPECIES	Current assessment basis	Proposed assessment basis
ORDINARY SPECIES		
MAHOGANY BASSAM/NGOLLON	110 500	110 500
AFRORMOSIA/ASSAMELA/OBANG/KOKRODUA	181 067	181 067
ANIEGRE/ANINGRE	195 500	195 500
BETE/MANSONIA	106 250	106 250
BOSSE	93 500	93 500
BUBINGA	160 612	170 000
DIBETOU/BIBOLO	89 250	99 875
DOUSSIE/BIPINDENSIS	221 000	221 000
DOUSSIE BLANC/PACHYLOBA/APA/BELLA	127 500	127 500
EBONY	187 850	187 850
IROKO	110 500	110 500
LONGHI/ABAM	195 500	216 750
MAKORE/DOUKA	72 250	80 750
MOABI	102 000	102 000
MOVINGUI	89 250	89 250
OVENGKOL	82 450	82 450
PADOUK	89 250	89 250
PAO ROSA	124 100	104 125
SAPELLI	127 500	127 500
SIPO	148 750	148 750
WENGE	119 000	142 800
ZINGANA/AMUK	93 500	93 500
LOW VALUE SPECIES		
AYOUS/OBECHÉ	85 000	85 000
AZOBE/BONGOSSI	66 300	66 300
BILINGA	68 000	68 000
FRAMIRE	72 250	72 250
KOSIPO	76 500	80 750
KOTIBE	72 250	72 250
KOTO	72 250	72 250
OKOUME	46 750	46 750
TEAK	110 500	110 500
TIAMA	76 500	80 750
SPECIES TO BE PROMOTED		
ABALE/ABING/ESSIA	63 750	63 750
ABURA/BAHIA	55 250	55 250
AGBA/TOLA	51 000	61 200
AIELE/ABEL	63 750	63 750
AKO/ALOA	55 250	55 250
AMVOUT/EKONG	42 500	42 500
ANDOUNG	51 000	51 000
ANGUEUK	42 500	42 500
ASILA/KIORO/OMANG	42 500	42 500
AVODIRE	-	-
BODIOA	42 500	42 500
CORDIA/EBE	85 000	85 000

SPECIES	Current assessment basis	Proposed assessment basis
DABEMA/ATUI	51 000	51 000
DAMBALA	42 500	42 500
DIANA/CELTIS/ODOU	42 500	42 500
EBIARA/ABEM	72 250	72 250
EKABA	72 250	72 250
EKOUNE	42 500	42 500
EMIEN/EKOUK	63 750	63 750
ESAK	42 500	42 500
ESENG/LO	42 500	42 500
ESSESSANG	63 750	63 750
ESSON	42 500	42 500
ETIMOE	42 500	42 500
EVEVE/EKOP EVEVE	68 000	68 000
EVEUSS/NGON	42 500	42 500
EVOUA/VITEX	42 500	42 500
EYECK	42 500	42 500
EYONG	64 586	68 000
FARO	55 250	51 000
KAPOK TREE /CEIBA	55 250	55 250
GOMBE/EKOP GOMBE	68 000	68 000
IATANDZA/EVOUVOUS	68 000	68 000
ILOMBA	42 500	51 000
KANDA	55 250	55 250
KAPOK TREE /BOMBAX/ESODUM	51 850	51 850
KONDROTI/OVONGA	51 850	51 850
KUMBI/EKOA	42 500	42 500
LANDA	42 500	42 500
LATI/EDJIL	42 500	42 500
LIMBA/FRAKE	55 250	55 250
LIMBALI	63 750	63 750
LOTOFAN/KANANG	58 627	58 627
MAMBODE/AMOUC	72 250	72 250
MOAMBE	42 500	42 500
MUKULUNGU	55 250	55 250
MUTUNDO	-	-
NAGA/EKOP NAGA	68 000	68 000
NIOVE	68 000	63 750
OBOTO/ABODZOK	63 750	63 750
OKAN/ADOUM	42 500	42 500
OLON/BONGO	57 800	57 800
ONZABILI/ANGONGUI	51 000	51 000
OSANGA/SIKON	42 500	42 500
OUOCHI/ALBIZIA/ANGOYEME	42 500	42 500
OVOGA/ANGALE	42 500	42 500
OZIGO	51 000	51 000
TALI	63 750	63 000
TCHITOLA	46 750	46 750
TSANYA/AKELA	42 500	42 500
AUTRES ESSENCES	-	-

**MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE**

**Arrêté portant nomination de l'officier du
centre spécial d'état civil de Ngaoundéré dans le
département de la Vina**

*Par arrêté n° 502-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date
du 30 décembre 1997 :*

Article premier.- M. Mohamadou Hayatou Issa est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'état civil au centre spécial de Ngaoundéré, arrondissement de Ngaoundéré, département de la Vina.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service, conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département de la Vina est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 30 décembre 1997.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Enème Enème.

**Arrêté portant nomination de responsables au
ministère de l'Administration territoriale**

*Par arrêté n° 55-A-MINAT
en date du 20 février 1998 :*

Article premier.- Sont, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommés aux postes ci-après dans certains établissements pénitentiaires du ministère de l'Administration territoriale :

Prison principale de Nanga-Eboko

Adjoint au régisseur : M. Fouda Obono Joseph, intendant des prisons, précédemment adjoint au régisseur de la prison principale d'Eséka, en remplacement de M. Ndjali Joseph Marie, muté.

Prison principale d'Eséka

Adjoint au régisseur : M. Ndjali Joseph Marie, intendant des prisons, précédemment adjoint au régisseur de la prison principale de Nanga-Eboko, en remplacement de M. Fouda Obono Joseph, muté.

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

**MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION**

Appointment of a special civil status registrar

*By Order No. 502-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC
of 30 December 1998 :*

1. Mr. Mohamadou Hayatou Issa is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Ngaoundéré Special Civil Status Registry, Ngaoundéré Subdivision, Vina Division.

2. Mr. Mohamadou Hayatou Issa shall take the oath before assuming duty, in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer for Vina is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* of the Republic of Cameroon in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 30 December 1997.

Samson Enème Enème,
Minister of Territorial Administration.

**Appointments in the Ministry of Territorial
Administration**

*By Order No. 55-A-MINAT
of 20 February 1998 :*

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this order, appointed to the following posts in certain prison establishments in the Ministry of Territorial Administration:

Nanga Eboko Main Prison:

Assistant Superintendent: Mr. Fouda Obono Joseph, Prison Superintendent, previously Assistant Superintendent of the Eséka Main Prison, in replacement of Mr. Ndjali Joseph Marie who has been transferred.

Eséka Main Prison:

Assistant Superintendent: Mr. Ndjali Joseph Marie, Prison Superintendent, previously Assistant Superintendent of the Nanga Eboko Main Prison, in replacement of Mr. Fouda Obono Joseph who has been transferred.

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 20 février 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant nomination de l'officier du centre spécial d'état civil de Benyoungou dans l'arrondissement de Sangmélina

Par arrêté n° 64 -A-MINAT-DAP-SDAA-SEC en date du 2 mars 1998 :

Article premier.- M. Ango Joseph est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'état civil au centre spécial de Benyoungou, arrondissement de Sangmélina, département du Dja-et-Lobo.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service, conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département du Dja-et-Lobo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 2 mars 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

Arrêté portant destitution de M. Baba Mohamadou, chef de 3e degré du village Idool, arrondissement de Belel, département de la Vina, province de l'Adamaoua

Par arrêté n° 68-A-MINAT-DOT-SDOA-SCT en date du 4 mars 1998 :

Article premier.- M. Baba Mohamadou est, à compter de la date de signature du présent arrêté, destitué de ses fonctions de chef de 3e degré du village Idool, arrondissement de Belel, département de la Vina, province de l'Adamaoua.

Art. 2.- Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 4 mars 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 20 February 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Appointment of a special civil status registrar

By Order No. 64-A-MINAT of 2 March 1998 :

1. Mr. Ango Joseph is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Benyoungou Special Civil Status Registry, Sangmelima Subdivision, Dja-et-Lobo Division.

2. Mr. Ango Joseph shall take the oath before assuming duty, in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer for Dja-et-Lobo is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 2 March 1998.

Samuel Ename Ename
Minister of Territorial Administration.

Dismissal of a third-class chief

By Order No. 68-A-MINAT-DOT-SDOA-SCT of 4 March 1998 :

1. Mr. Baba Mohamadou is, with effect from the date of signature of this order, dismissed from his duty as third-class chief of Idool Village, Belel Subdivision, Vina Division, Adamaoua Province.

2. This order shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 4 March 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

Arrêté portant homologation de la désignation de M. Lekaboth Ferdinand en qualité de chef de 2e degré de Konabembe, arrondissement de Yokadouma, département de Boumba-et-Ngoko

Par arrêté n° 72-A-MINAT-DOT-SDOA-SCT en date du 5 mars 1998 :

Article premier.- Est homologuée à compter du 6 février 1997, la désignation faite selon la procédure réglementaire de M. Lekaboth Ferdinand en qualité de chef de 2e degré de Konabembe (8.765 habitants), arrondissement de Yokadouma, département de la Boumba-et-Ngoko, province de l'Est, en remplacement de M. Otsamzok Alphonse, décédé le 25 février 1993.

Art. 2. M. Lekaboth Ferdinand pourra prétendre aux avantages prévus par les articles 22 et 24 du décret n° 77-245 du 15 juillet 1977, modifié et complété par le décret n° 82-241 du 24 juin 1982 portant organisation des chefferies traditionnelles.

Art. 3.- La dépense relative aux avantages prévus par l'article 2 ci-dessus sera imputable au budget de l'Etat, chapitre 7, article 101, paragraphe 000, (allocation des chefs traditionnels) exercice 1997-1998.

Art. 4.- Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 5 mars 1998.

Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.

**MINISTERE DE LA JUSTICE -
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

Arrêté portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de soixante sept (67) greffiers-adjoints

Par arrêté conjoint n° 5-MINJUSTICE-MFPRA en date du 25 février 1998 :

Article premier.- En application des dispositions de l'article 35 paragraphe II du décret n° 75-771 du 18 décembre 1995, un concours direct pour le recrutement de soixante sept (67) greffiers adjoints stagiaires, catégorie C de la Fonction publique sera ouvert les 5 et 6 mai 1998.

Art. 2.- Ce concours est réservé aux jeunes gens de nationalité camerounaise âgés de 17 ans au moins et de 30 ans au plus le jour du concours, titulaires du BEPC ou G.C.E (Ordinary Level) en quatre matières autres que la religion ou d'un diplôme équivalent.

Confirmation of the appointment of a second-class chief

By Order No. 72-A-MINAT-DOT-SDOA-SCT-BE of 5 March 1998 :

1. The appointment of Mr. Lekaboth Ferdinand, in accordance with statutory procedure as second-class chief of Konabembe (8,765 inhabitants), Yokadouma Subdivision, Boumba-et-Ngoko Division, East Province, is, with effect from 6 February 1997, confirmed, in replacement of Mr. Otsamzok Alphonse who died on 25 February 1993.

2. Mr. Lekaboth Ferdinand shall be entitled to the benefits provided for in Articles 22 and 24 of Decree No. 77-245 of 15 July 1977 as amended and supplemented by Decree No. 82-241 of 24 June 1982 to organize chiefdoms.

3. The expenditure relating to the benefits provided for in Article 2 above shall be charged to Head 7-Subhead 101 - Item 000 of the State budget for the 1997-98 financial year (allowance for chiefs).

4. This order shall be published and notified wherever necessary.

Yaounde, 5 March 1998.

Samuel Ename Ename
Minister of Territorial Administration

**MINISTRY OF JUSTICE -
MINISTRY OF PUBLIC SERVICE
AND ADMINISTRATIVE REFORM**

Order to conduct a direct competitive Examination for the Recruitment of 67 (sixty-seven) assistant court Registrars

By Joint Order No. 5-MINJUSTICE-MFPRA of 25 February 1998:

1. Pursuant to Article 35 (2) of Decree No. 75-771 of 18 December 1975, a direct competitive examination for the recruitment of 67 (sixty-seven) assistant court registrars, category "C" of the Public Service shall be conducted on 5 and 6 May 1998.

2. This competitive examination is open to Cameroonians aged between 17 and 30 years as at the day of the examination, holders of the BEPC or GCE Ordinary Level in at least four papers excluding religious knowledge, or an equivalent certificate.

Art. 3.- Centres d'examen : Bafoussam - Bamenda - Bertoua - Buea - Douala - Ebolowa - Garoua - Maroua - Ngaoundéré et Yaoundé.

Art. 4.- Composition des dossiers de candidature :
Les dossiers de candidature, qui seront reçus complets dans les délégations provinciales du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative jusqu'au 9 avril 1998 dernier délai, comprendront les pièces suivantes :

1) une demande manuscrite timbrée à 500 frs rédigée par le candidat lui-même, datée, signée et comportant les nom, prénoms du candidat, son adresse complète et l'indication des pièces jointes, ainsi que le centre d'examen choisi ;

2) une copie certifiée conforme d'acte de naissance signée par une autorité civile compétente (maire, sous-préfet) datant de moins de trois mois ;

3) une copie certifiée conforme du diplôme exigé signée par une autorité civile compétente ;

4) une attestation de présentation de l'original du diplôme ;

5) un extrait de casier judiciaire (BN°3) datant de moins de trois mois ;

6) un certificat médical délivré par un médecin exerçant dans le secteur public ;

7) un mandat de 3000 frs libellé au nom de M. le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Art. 5.- Horaire et modalités des épreuves

Les épreuves écrites dudit concours dont le programme figure en annexe se dérouleront suivant les horaires ci-après :

Dates	Nature des épreuves	Coeff.	Durée	Horaire
5-5-1998	Culture générale	5	3h	8h-11h
5-5-1998	Rédaction sur la procédure pénale ou les pratiques des greffes et parquet	4	3h	12h-15h
6-5-1998	Rédaction sur la procédure civile ou commerciale ou l'organisation judiciaire du Cameroun	3	3h	8h-11h

Art. 6.- Publication des résultats :

Les résultats du concours seront publiés par communiqué conjoint des ministres de la Justice et de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Art. 7.- Les candidats admis à ce concours seront nommés par arrêté du ministre de la Fonction publique en qualité de greffiers adjoints stagiaires catégorie "C" de la Fonction publique pour compter de la date de leur prise de service.

3. The examination centres shall be Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Buea, Douala, Ebolowa, Garoua, Maroua, Ngaoundere and Yaounde.

4. Composition of candidates' files: Complete application files shall be received in the provincial delegations of the Ministry of Public Service and Administrative Reform not later than 9 April 1998, comprising the following documents:

1) a hand-written application, dated, signed and bearing a 500 frs. fiscal stamp, stating the candidate's full name and address, the documents enclosed and the examination centre chosen;

2) a copy of birth certificate duly certified by the competent civil authority (Mayor, Subdivisional Officer) not more than three months old;

3) a copy of the required certificate duly certified by the competent civil authority;

4) an attestation of presentation of the original of the said certificate;

5) a copy of police record less than three months old;

6) a medical certificate signed by a public sector medical officer;

7) a money order of 3,000 frs, made out to the Minister of Public Service and Administrative Reform.

5. Timetable

The written part of the competitive examination whose syllabus is enclosed shall take place according to the following timetable:

Date	Paper	Coeff.	Time allowed	Time
5-5-1998	General knowledge	5	3 hours	8 a.m. - 11 a.m.
5-5-1998	Essay on criminal procedure or the practice of court registry and the legal department	4	3 hours	12 p.m. - 3 p.m.
6-5-1998	Essay on civil or commercial procedure or the Judicial organization of Cameroon	3	3 hours	8 a.m. - 11 a.m.

6. Publication of results :

The results of the competitive examination shall be published by a joint order of the Minister of Justice, Keeper of the Seals and the Minister of Public Service and Administrative Reform.

7. Successful candidates shall be appointed probationary Assistant Court Registrars category "C" of the Public Service by order of the Minister of Public Service and Administrative Reform with effect from the date of assumption of duty.

Art. 8.- Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 25 février 1998.

Le ministre de la Justice garde des sceaux,
Laurent Esso.

*Le ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative,*
Sali Daïrou.

Arrêté portant ouverture d'un concours spécial pour le recrutement de cinquante (50) élèves greffiers au cycle "B" de la division judiciaire de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM), pour l'année académique 1998-1999

*Par arrêté conjoint n° 6 MINJUSTICE-MFPRA
en date du 25 février 1998 :*

Article premier.- Un concours spécial pour le recrutement de cinquante élèves greffiers au cycle "B" de la division judiciaire de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) est ouvert pour l'année académique 1998-1999, conformément aux conditions ci-après :

a) Le nombre de places offertes est fixé à cinquante (50), dont dix (10) places pour les candidats internes (fonctionnaires) et quarante (40) places pour les candidats externes (non fonctionnaires).

b) L'âge limite et le diplôme requis sont déterminés comme suit :

** Pour les candidats internes (fonctionnaires)*

- Etre fonctionnaire de la catégorie "C" du corps des fonctionnaires de greffe et avoir une ancienneté de cinq (5) ans dans le grade ;

- Etre âgé de 40 ans au plus au 1er janvier 1998.

** Pour les candidats externes (non fonctionnaires) :*

- Etre titulaire du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ;

- Etre âgé de 32 ans au plus au 1er janvier 1998.

Art. 2.- Composition des dossiers de candidature :

Les dossiers de candidature, qui seront reçus complets au ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (porte 305) jusqu'au 30 mai 1998 dernier délai, comprendront les pièces suivantes :

1. Une demande manuscrite timbrée à 500 frs rédigée par le candidat lui-même, datée, signée et comportant les noms, prénoms du candidat, son adresse complète et l'indication des pièces jointes.

2. Une copie certifiée conforme d'acte de naissance signée par une autorité civile compétente

8. This order shall be registered, notified wherever necessary and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 25 February 1998.

Laurent Esso,
*Minister of Justice,
Keeper of the Seals.*

Sali Daïrou,
*Minister of Public Service
and Administrative Reform.*

Order to conduct a special competitive Examination for the Recruitment of fifty (50) student court Registrars into cycle "B" of the Judicial Division of the National School of Administration and Magistracy (ENAM) for the 1998-99 academic Year

*By Joint Order No. 6-MINJUSTICE-MFPRA
of 25 February 1998 :*

1. A special competitive examination to recruit fifty student court registrars into cycle "B" of the Judicial Division of the National School of Administration and Magistracy (ENAM) for the 1998-99 academic year shall be conducted in accordance with the following conditions.

a) The number of places available is fifty (50), ten (10) of which are for internal candidates (civil servants) and forty (40) for external candidates (non-civil servants).

b) The required age-limit and qualifications shall be as follows:

** Internal candidates (civil servants):*

- be category "C" civil servants of the court registry corps with a five (5) year seniority in that rank;

- be not more than 40 years of age as at 1 January 1998.

** External candidates (non-civil servants):*

- be holders of the GCE "A" level in at least two papers or an equivalent certificate;

- be not more than 32 years of age as at 1 January 1998.

2. Composition of application files:

Complete application files, which shall be received in the Ministry of Public Service and Administrative Reform (Room 305) not later than 30 May 1998, should comprise the following documents:

(1) a stamped hand-written application, bearing the date, the candidate's signature, full name and address and enclosures ;

(2) a certified true copy of birth certificate signed by the competent civil authority (Mayor, Subdivisional Officer) not more than three months old;

(maire, sous-préfet) datant de moins de trois mois :

3. Une copie certifiée conforme du diplôme exigé signée par une autorité civile compétente ;

4. Une attestation de présentation de l'original dudit diplôme ;

5. Un extrait de casier judiciaire (BN^o3) datant de moins de trois mois ;

6. Un certificat médical délivré par un médecin exerçant dans le secteur public ;

7. Un mandat de 7000 frs (pour les candidats externes), 15000 frs (pour les candidats internes) libellé au nom de M. le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ;

8. L'acte d'intégration ou de reclassement pour les fonctionnaires.

Art. 3.- Les épreuves d'admissibilité qui auront lieu au centre unique de Yaoundé se dérouleront aux dates et heures ci-après :

Première épreuve : Dissertation portant sur la culture générale (4 heures; coeff. 4)

Date : 2 juillet 1998, de 7h30 à 11h30

Deuxième épreuve : Résumé de texte ou épreuve professionnelle (4 heures ; coeff. 4)

Date : 2 juillet 1998, de 13h00 à 17h00.

Troisième épreuve : Organisation judiciaire et administrative des juridictions (4 heures, coeff. 4)

Date : 3 juillet 1998, de 7h30 à 11h30.

Quatrième épreuve : Procédure civile et pénale, (4 heures ; coeff 4)

Date : 3 juillet 1998, de 13h00 à 17h00.

Les épreuves orales d'admission auront lieu à Yaoundé (ENAM), du mardi 1er septembre au samedi 5 septembre 1998.

Art. 4.- Publication des résultats :

Les résultats du concours seront publiés par communiqué conjoint des ministres de la Justice et de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Art. 5.- Le programme détaillé du concours est joint en annexe du présent arrêté qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 25 février 1998.

Le ministre de la Justice, garde des sceaux
Laurent Ezzo.

Le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,
Sali Dairou.

(3) a certified true copy of the required certificate signed by the competent civil authority;

(4) an attestation of presentation of the original of the said certificate;

(5) a copy of police record less than three months old;

(6) a medical certificate signed by a medical officer working in the public sector;

(7) a money order of 7,000 frs, (for external candidates) and 15,000 frs, (for internal candidates) addressed to the Minister of Public Service and Administrative Reform;

(8) an absorption or reclassification order for civil servants.

3. The written part of the examination which shall take place only in Yaounde shall be according to the following timetable;

1. Dissertation on a general knowledge topic (4 hrs. coeff. 4)

Date: 2 July 1998; 7.30 a.m. to 11.30 a.m.

2. Summary or professional paper (4 hrs. coeff. 4)

Date: 2 July 1998; 1 p.m. to 5 p.m.

3. Judicial and administrative organization of courts (4 hrs, coeff. 4)

Date: 3 July 1998; 7.30 a.m. to 11.30 a.m.

4. Civil and criminal procedure (4 hrs, coeff. 4)

Date: 3 July 1998; 1 p.m. to 5 p.m.

The oral examination shall take place in Yaounde (ENAM) from Tuesday 1 September to Saturday 5 September 1998.

4. Publication of Results:

The results of the competitive examination shall be published jointly by the Ministers of Justice and of Public Service and Administrative Reform.

5. A detailed syllabus of the competitive examination is appended to this order which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 25 February 1998.

Laurent Ezzo,
Minister of Justice,
Keeper of the Seals.

Sali Dairou,
Minister of Public Service and
Administrative Reform.

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET
DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

**Décision portant nomination de chefs de bureau
dans les services centraux et extérieurs du
ministère de la Fonction publique et de la
Réforme administrative**

*Par décision n° 91-MFPRA-CAB
en date du 18 février 1998 :*

Article premier.- Sont, pour compter de la date de signature de la présente décision, nommés aux postes ci-après au ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative :

A- Services centraux

I- Direction des affaires générales

Service de la maintenance

- *Chef de bureau de la maintenance* : M. Mbombe Nonga, adjoint d'administration, précédemment en poste au service du courrier, en remplacement de M. Ngankwe Lucas, muté.

- *Chef de bureau de la propreté* : M. Bekolo Mvondo, contractuel d'administration, précédemment en service à la délégation provinciale de la Fonction publique du Centre, en remplacement de M. Makong Tegle Adalbert, muté.

II- Direction des personnels de l'Etat

Sous-direction des personnels fonctionnaires

Service des personnels des administrations techniques

- *Chef de bureau des intégrations* : M. Nkengale David, secrétaire d'administration, précédemment en poste dans ledit bureau.

B- Services extérieurs

Délégation provinciale du Centre

1- Service des affaires générales

- *Chef de bureau des finances et du matériel* : M. Eteme Jean Martin, secrétaire d'administration, en service à ladite délégation, poste vacant.

2- Service de la gestion des ressources humaines

- *Chef de bureau de la gestion des personnels* : M. Makong Tegle Adalbert, adjoint d'administration, précédemment chef de bureau de la propreté à la direction des affaires générales, poste vacant.

3- Services des recrutements et de la formation

- *Chef de bureau des concours* : Mme Agoume Lydie, cadre contractuel d'administration, en service dans ledit bureau, poste vacant.

**MINISTRY OF PUBLIC SERVICE AND
ADMINISTRATIVE REFORM**

Appointment of Bureau Heads

*By Decision No. 91-MFPRA-CAB
of 18 February 1998 :*

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this decision, appointed to the following posts in the Ministry of Public Service and Administrative Reform :

A- Central Services

I- Department of General Affairs

Maintenance Service

- *Head of the Maintenance Bureau* : Mr. Mbombe Nonga, Clerical Officer, previously in service in the Mail Service, in replacement of Mr. Ngankwe Lucas who has been transferred.

- *Head of the Cleanliness Bureau* : Mr. Bekolo Mvondo, Contract Employee, previously in service in the Centre Provincial Delegation of Public Service, in replacement of Mr. Makong Tegle Adalbert who has been transferred.

II- Department of State Personnel

Sub-Department of Established Personnel

Technical Personnel Service

- *Head of the Absorption Bureau* : Mr. Nkengale David, Executive Officer, in service in the same bureau.

B- External Services

Centre Provincial Delegation

1. General Affairs Service

- *Head of the Finance and Equipment Bureau* : Mr. Eteme Jean Martin, Executive Officer, in service in the same delegation, vacancy.

2. Human Resources Management Service

- *Head of the Personnel Management Bureau* : Mr. Makong Tegle Adalbert, Clerical Officer, previously Head of the Cleanliness Bureau in the Department of General Affairs, vacancy.

3. Recruitments and Training Service

- *Head of the Competitive Examinations Bureau* : Mrs. Agoume Lydie, Contract Officer, in service in the same bureau, vacancy.

- *Chef de bureau des contrats et intégrations* : M. Ngakwe Lucas, secrétaire d'administration, précédemment chef de bureau de la maintenance à la direction des affaires générales, poste vacant.

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toutes nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- La présente décision, qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé, le 18 février 1998.

*Le ministre de la Fonction publique et
de la Réforme administrative,*
Sali Dairou.

- *Head of the Contracts and Absorptions Bureau* : Mr Ngankwe Lucas, Executive Officer, previously Head of the Maintenance Bureau in the Department of General Affairs, vacancy.

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This decision, which takes effect from the date of signature, shall be registered and notified wherever necessary.

Yaounde, 18 February 1998.

Sali Dairou,
*Minister of Public Service
and Administrative Reform.*

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté portant nomination d'un chef de secrétariat particulier du ministre des Travaux publics

*Par arrêté n° 1 - A-MINTP-CAB
en date du 21 janvier 1998 :*

Article premier.- M. Ayuk Etang John, professeur des lycées d'enseignement général, précédemment en service au lycée de Buea, est, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommé chef de secrétariat particulier du ministre des Travaux publics, en remplacement de Mme Ezo'o, née Bilounga Ndoudoumou Jeanne.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 21 janvier 1998.

Le ministre des Travaux publics,
Jérôme Obi Eta.

Arrêté portant nomination d'un chef de secrétariat particulier du secrétaire d'Etat aux Travaux publics

*Par arrêté n° 2-A-MINTP-CAB
en date du 12 février 1998 :*

Article premier.- M. Ndjouma Jeannot, infirmier principal (Mle 49 808-I), précédemment en service au ministère de la Santé publique (hôpital Jamot de Yaoundé), est, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommé chef de secrétariat particulier du secrétaire d'Etat aux Travaux publics, en remplacement de M. Nfor Frederick Budi.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

Appointment of a head of private secretariat

*By Order No. 1-A-MINTP-CAB
of 21 January 1998 :*

1. Mr. Ayuk Etang John, High School Teacher, previously in service at Government High School Buea, is, with effect from the date of signature of this order, appointed Head of the Private Secretariat of the Minister of Public Works, in replacement of Mrs. Ezo'o, née Bilounga Ndoudoumou Jeanne.

2. Mr. Ayuk Etang John shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 21 January 1998.

Jérôme Obi Eta,
Minister of Public Works.

Appointment of a head of private secretariat

*By Order No. 2-A-MINTP-CAB
of 12 February 1998 :*

1. Mr. Ndjouma Jeannot, Senior Nurse, Sec. No. 49 808-I, previously in service at the Ministry of Public Health (Jamot Hospital, Yaounde), is, with effect from the date of signature of this order, appointed Head of the Private Secretariat of the Secretary of State for Public Works, in replacement of Mr. Nfor Frederick Budi.

Art. 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 12 février 1998.

Le ministre de Travaux publics
Jérôme Obi Eta.

2. Mr. Ndjouma Jeannot shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 12 February 1998.

Jerôme Obi Eta,
Minister of Public Works.

Arrêté portant nomination de responsables au ministère des Travaux publics

*Par arrêté n° 3-CAB-MINTP
en date du 27 février 1998 :*

Article premier. Sont, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommés aux postes ci-après au ministère des Travaux publics :

Services centraux
Secrétariat général
Service du courrier et de liaison

Chef de service : M. Akwo Pius Enow, professeur à l'École normale d'instituteurs adjoints, précédemment en service au ministère de l'Éducation nationale, en remplacement de M. Bassoumboul Jean Pierre.

Direction des routes
Sous-direction des travaux à l'entreprise

Sous-directeur : M. Amougou Ekoman Marcel Douglas, ingénieur principal des travaux de génie civil, précédemment en service au ministère des Travaux publics, en remplacement de Mme Oyono, née Geiss Karin, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

Service des marchés

Chef de service : M. Mbouthieu Norbert, ingénieur des travaux de génie civil, précédemment en service au ministère des Travaux publics, en remplacement de M. Balla Williams.

Direction des affaires générales
Sous-direction du budget et du matériel

Sous-directeur : M. Djangoua Salomon, cadre contractuel d'administration, précédemment en service à la direction générale des Grands Travaux du Cameroun (DGTC), en remplacement de Mme Iboklene, née Edoa Hélène.

Service du budget

Chef de service : M. Onana Ebote Jean Marie,

Appointments in the Ministry of Public Works

*By Order No. 3-CAB-MINTP
of 27 February 1998 :*

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this order, appointed to the following posts in the Ministry of Public Works:

Central Services
Secretariat-General
Mail and Liaison Service

Service Head: Mr. Akwo Pius Enow, Grade II Teacher Training College Tutor, previously in service in the Ministry of National Education, in replacement of Mr. Bassoumboul Jean Pierre.

Department of Roads
Sub-Department of Works Under Contract

Sub-Director: Mr. Amougou Ekoman Marcel Douglas, Senior Assistant Public Works Engineer, previously in service in the Ministry of Public Works, in replacement of Mrs. Oyono, née Geiss Karin, who has been placed on retirement.

Contracts Service

Service Head: Mr. Mbouthieu Norbert, Assistant Public Works Engineer, previously in service in the Ministry of Public Works, in replacement of Mr. Balla Williams.

Department of General Affairs
Sub-Department of the Budget and Equipment

Sub-Director: Mr. Djangoua Salomon, Contract Officer, previously in service at the Directorate General for Major Projects in Cameroon, in replacement of Mrs. Iboklene, née Edoa Hélène.

Budget Service

Service Head: Mr. Onana Ebote Jean Marie, Senior

contrôleur principal des régies financières (trésor), précédemment en service au ministère de l'Economie et des Finances, en remplacement de Mme Youtha, née Nzopa Banen Céline Alice.

Etablissements de formation

Ecole nationale supérieure des travaux publics

- *Directeur adjoint* : M. Biloa Gatien, ingénieur du génie rural, précédemment chef du département du génie civil par intérim à l'Ecole nationale supérieure des travaux publics, en remplacement de M. Bouno Ndouk Félix.

Service administratif et financier

- *Chef de service* : M. Ketchali Jean Pierre, cadre contractuel d'administration, précédemment en service au ministère des Travaux publics, en remplacement de M. Edo'o Ekoman René-Adolphe.

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 février 1998.

Le ministre des Travaux publics,
Jérôme Obi Eta.

Treasury Controller, previously in service in the Ministry of the Economy and Finance, in replacement of Mrs. Youtha, née Nzopa Banen Céline Alice.

Training Schools

National Advanced School of Public Works

Deputy-Director: Mr. Biloa Gatien, Rural Engineer, previously acting Head of the Department of Public Works at the National Advanced School of Public Works, in replacement of Mr. Bouno Ndouk Félix.

Administrative and Financial Service

Service Head: Mr. Ketchali Jean Pierre, Contract Officer, previously in service in the Ministry of Public Works, in replacement of Mr. Edo'o Ekoman René-Adolphe.

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 February 1998.

Jerome Obi Eta,
Minister of Public Works.

YAOUNDE - Imprimerie du Palais de l'Unité
Achévé d'imprimer le 13 mars 1998

Unity Palace Printing Press - YAOUNDE
Published on 13 March 1998